

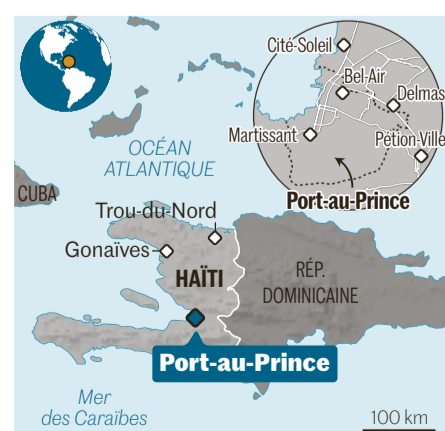
En Haïti, l'enquête impossible sur l'assassinat du président Moïse

Six mois après la mort du chef d'Etat, criblé de balles à son domicile, les commanditaires de l'opération n'ont toujours pas été identifiés et le pays est plus que jamais soumis à la loi des gangs

En l'espace de quelques minutes, Haïti a vécu l'exacte combinaison de violence et de spectacle macabre qui accompagne la chute vertigineuse du pays depuis de trop nombreuses années. Ce 17 octobre 2021, plus de trois mois après l'assassinat du président Jovenel Moïse, abattu chez lui, dans sa résidence privée, d'une douzaine de balles dans le corps, le premier ministre, Ariel Henry, est délogé, à coups d'armes à feu, d'une cérémonie en hommage à Jean-Jacques Dessalines, le père de l'indépendance. L'auteur du coup de force, le chef de gang Jimmy Chérizier, surnommé « Barbecue » pour sa propension à brûler ses victimes dans leur maison, est ensuite venu solennellement déposer la traditionnelle gerbe de fleurs sur ce lieu de célébration de Pont-Rouge, un quartier de Port-au-Prince.

A visage découvert, cet ex-agent de police tout de blanc vêtu avec une cravate noire, la tenue vestimentaire exigée par les autorités, s'est incliné devant un portrait du président défunt qu'il a présenté comme « un modèle » et « un homme extraordinaire » qui combattait le système corrompu de l'île. Sur les t-shirts des membres du gang, tous encagoulés, on pouvait lire « Jistis pou Jovenel », « justice pour Jovenel Moïse ». Puis, avant de quitter les lieux en promettant de le venger, « Barbecue » a harangué la foule aux cris de : « Nous avons faim ! Nous avons faim ! »

La scène, aussi grotesque que tragique, illustre l'abîme dans lequel est plongé le pays, déjà le plus pauvre et le plus violent du continent. La guerre des gangs, dont on disait qu'elle avait atteint son paroxysme durant les semaines précédant l'assassinat du président, s'est encore intensifiée. Au moins 950 enlèvements ont été recensés en 2021 selon le Centre d'analyse et de recherche en droits humains, basé à Port-au-Prince, avec une accélération ces derniers mois. Le 1^{er} janvier, le premier ministre, qui assure de fait la gestion des affaires courantes depuis la disparition de Jovenel Moïse, a dû encore fuir la ville de Gonaïves, à 150 kilomètres au nord de la capitale, après des affrontements entre la police et des groupes armés lors de la fête nationale.



L'enquête sur le meurtre du président, elle, est au point mort. Plusieurs citoyens haïtiens, dont 20 agents de la police nationale d'Haïti (PNH), trois Américains d'origine haïtienne et 18 ressortissants colombiens ont certes été incarcérés durant l'été à la prison de Port-au-Prince, pour leur rôle présumé dans l'assassinat. Mais six mois après les faits, si incroyable que cela puisse paraître, aucune instruction judiciaire n'est actuellement menée par le magistrat chargé du dossier.

Les autorités en place, ou ce qu'il en reste, n'ont d'ailleurs manifesté aucune intention de trouver tous les coupables ni de les traduire en justice. Le nom même de l'actuel premier ministre, Ariel Henry, figure parmi les personnes qui se sont entretenues par téléphone, avant et après l'assassinat, avec l'un des principaux suspects, Joseph Felix Badio, ancien fonctionnaire du ministère de la justice, aujourd'hui en cavale. Selon plusieurs sources consultées par *Le Monde*, des pressions et des intimidations ont été exercées sur les enquêteurs pour éviter toute mise en cause des véritables commanditaires.

« Haïti est devenu un trou noir où prospèrent les gangsters et les forces criminelles qui se sont rendues maîtres de la capitale, observe Jean-Marie Théodat, géographe et fin connaisseur de la politique haïtienne. Le président Jovenel est une victime de plus de cette violence qui gangrène notre société jusque dans les couloirs du pouvoir, mais c'est une victime de taille. Sa mort et cette enquête qui n'avance pas démontrent la profondeur de la faillite et des compromissions de l'Etat. »

« MAFIA PROTÉIFORME »

Beaucoup d'encre a coulé depuis la nuit du 6 au 7 juillet 2021, qui a vu un commando de plusieurs hommes cribler Jovenel Moïse de balles et blesser grièvement son épouse avant de s'enfuir sans qu'aucun coup de feu n'ait été tiré par un seul des 647 agents affectés à la protection du président haïtien. L'hypothèse d'un complot international a été avancée et la piste des narcotrafiquants évoquée. Leur emprise n'a fait que croître ces dernières années en Haïti, devenue l'une des principales routes de la drogue à destination des Etats-Unis.

Le rôle trouble de Michel Martelly, omniprésent en coulisses, a également été exposé. L'ancien président et père politique de Jovenel, qui l'a accompagné tout au long de sa mandature, aurait peu goûté les velléités d'indépendance de son poulain. Une thèse largement étayée dans une longue et riche enquête publiée en décembre par le *New York Times*. L'article évoque également une liste de trafiquants d'armes et de drogues, qui aurait été subtilisée au domicile du président la nuit de l'attaque.

« La difficulté avec cet assassinat est qu'il y a tellement de personnes qui pourraient y avoir été mêlées qu'il est difficile de l'attribuer à quelqu'un en particulier, observe Nixon Boumba, sociologue et militant des droits de l'homme à Port-au-Prince. Jovenel jouait sur



Un agent de police, à Port-au-Prince, le 15 juillet 2021, devant une fresque représentant Jovenel Moïse, l'ex-président haïtien assassiné le 7 juillet 2021 à son domicile. VALÉRIE BAERISWYL/AFP

L'ACTUEL PREMIER MINISTRE, ARIEL HENRY, FIGURE PARI LES PERSONNES QUI SE SONT ENTRETENUES PAR TÉLÉPHONE, AVANT ET APRÈS L'ASSASSINAT, AVEC L'UN DES PRINCIPAUX SUSPECTS

plusieurs tableaux à la fois, les gangs, les clans politiques et les oligarques de l'île, cette mafia protéiforme qui a pris en otage le pouvoir. »

Pour tenter de démêler les fils de l'enquête et les responsabilités des différents acteurs, un bref détour historique s'impose. Lorsque Jovenel Moïse se lance dans la course à la présidentielle en 2015, il est inconnu du grand public. C'est Michel Martelly, fondateur du Parti haïtien Tèt Kale (PHTK), un homme accusé d'avoir détourné des fonds destinés à la reconstruction du pays, qui le sort de l'anonymat et le désigne comme son successeur. Né en 1968 à Trou-du-Nord, le futur président se présente comme « un petit paysan qui réussit ».

Sulfureuse réussite. L'homme s'enrichit en créant la première zone franche agricole du pays avec sa société Agritrans, une entreprise de culture et d'exportation de bananes, montée grâce à un prêt de plusieurs millions de dollars. Ce passage dans le monde des affaires fait ressortir des accusations de blanchiment d'argent. Des plaintes sont également déposées par des paysans concernant des centaines d'expropriations arbitraires par des bandes armées au profit d'AgriTrans.

C'est un président mal élu. Malgré l'appui de l'oligarchie haïtienne et le soutien discret d'entreprises de la République dominicaine, le pays voisin, Jovenel Moïse a dû s'y reprendre à deux fois après un premier scrutin invalidé, pour obtenir, en 2016, une majorité des voix (avec un taux de participation d'à peine 21 %). Dès la fin de sa première année de mandature, il a dressé contre lui une large majorité de la population. La tentative d'augmenter les prix du carburant, puis le scandale Petrocaribe – une affaire de détournement de milliards de dollars de prêts du Venezuela, impliquant quatre chefs d'Etat haïtiens dont lui-même – provoquent de violentes manifestations et des appels à son

départ dès 2018. « La période est charnière pour le pays, c'est un point de bascule où la rue exige des comptes et fait trembler le pouvoir, qui choisira la voie de la répression », souligne Jean-Marie Théodat.

Jovenel Moïse commence à gouverner par décrets. Il s'isole et perd des alliés. Après la suspension des élections législatives, le président muselle la Cour des comptes, crée une nouvelle agence nationale de renseignement et modifie le code pénal pour, notamment, étendre la qualification d'acte terroriste aux blocages des routes – l'une des principales formes de protestation en Haïti. Il annonce aussi des élections et un référendum pour modifier la Constitution.

CRISE GÉNÉRALISÉE

C'est à partir de ce moment que la mainmise des gangs sur la vie quotidienne haïtienne prend toute sa dimension. Même si le pouvoir haïtien a toujours entretenu des liaisons dangereuses avec des bandes armées (les « tontons macoutes » du temps des Duvalier, les « chimères » sous Jean-Bertrand Aristide), notamment pour le contrôle des quartiers dits « d'opposition », l'alliance de plus en plus manifeste de l'exécutif avec certains groupes particulièrement violents enclenche une spirale mortifère.

En février 2020, Jovenel Moïse met sur pied une commission pour combattre la violence, la Commission nationale de désarmement, de démantèlement et de réinsertion. Alors qu'il est censé mettre au pas les gangs, cet organisme favorise la création en sous-main du « G9 an fanmi e alye » (« le groupe des 9 en famille et alliés »), une fédération de bandes armées de Port-au-Prince, avec à sa tête Jimmy Chérizier. Plusieurs sources sur place affirment au *Monde* avoir vu, au moins à deux reprises, deux de ses proches se rendre de nuit au palais présidentiel. L'al-



liance est dénoncée par les partis politiques, de la gauche à l'extrême droite, ainsi que par les mouvements sociaux.

Les gangs armés augmentent non seulement en nombre et en armes, mais aussi en matière de financement, de domination territoriale et de capacité opérationnelle. On compte près de 90 bandes rien que dans la capitale. Le G9 dispose même de sa propre chaîne YouTube. Le 7 juillet 2020, il mobilise en plein jour 50 de ses membres, lourdement armés, dans les rues de Port-au-Prince, pour exiger une forme de reconnaissance légale.

Dans un rare geste de fermeté de la part du pouvoir politique, le ministre de la justice de l'époque, Lucmane Délile, appelle à l'action. Lors d'une conférence de presse, il déclare : « Il est extrêmement grave que des bandits armés terrorisent des citoyens pacifiques. Haïti n'est pas une république bananière où les criminels peuvent faire ce qu'ils veulent ! J'ordonne à la PNH de localiser et d'arrêter ces criminels, car ce que j'ai vu à la télévision est inacceptable. » Lucmane Délile sera immédiatement démis de ses fonctions par le président.

Le G9 contrôle les zones de Martissant, Village-de-Dieu, Grand-Ravine, Delmas, Bel-Air, Fort-Dimanche, une partie de Cité-Soleil (300 000 habitants) et encore d'autres secteurs, situés principalement dans la région centrale de Port-au-Prince, au nord et au sud. Compte tenu du particularisme géographique haïtien, ce déploiement lui confère la capacité d'isoler la capitale du reste du pays. Et de garder la main aussi sur la partie de la ville la plus revendicatrice.

Les tirs et les massacres dans les quartiers se multiplient. Des milliers d'habitants sont obligés de fuir leur logement. Le recours aux enlèvements comme moyen de financement se systématisent. Au sommet de l'Etat, la

tension est extrême. On parle d'un nouveau changement de premier ministre, le quatrième en deux ans, voire même d'un cinquième dans la foulée.

C'est dans ce contexte de crise généralisée que de nouveaux mercenaires étrangers arrivent sur le sol haïtien. En 2019 déjà, d'insistantes rumeurs couraient sur la présence de gros bras russes ou serbes. Cette fois-ci, ce sont au moins trois Américains d'origine haïtienne, un Vénézuélien et 22 Colombiens qui débarquent à Port-au-Prince entre janvier et juin 2021. La plupart avec un contrat de la Counter Terrorist Unit (CTU), une entreprise de sécurité privée de Floride. La nature exacte de leur mission, elle, n'a jamais été clarifiée.

UNE « APPROCHE SCIENTIFIQUE »

Face à la progression des bandes armées dans certains quartiers huppés de la capitale, notamment sur les hauteurs et la zone de la Boule 12, non loin de la résidence privée du président, plusieurs témoins affirment avoir vu les Colombiens prêter main-forte à des unités de la police nationale pour repousser et tuer des membres de gangs.

Au même moment, plusieurs rencontres secrètes sont organisées à Port-au-Prince, Delmas et Pétion-Ville. « Pour arrêter Jovenel Moïse et le forcer à l'exil ou pour planifier son assassinat », affirme le très sérieux Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) dans un rapport rendu public le 6 janvier. Selon son directeur, Pierre Espérance, « des personnalités politiques ont pris part à ces rencontres et certaines d'entre elles ont cru qu'elles remplaceraient le président après son départ ».

En avril, Jovenel Moïse contacte Ricardo Seitenfus sur WhatsApp. « J'ai d'abord été très surpris », affirme ce diplomate brésilien, ancien représentant de l'Organisation des Etats américains en Haïti, connu pour son

« JOVENEL M'A DEMANDÉ DE CONSTITUER UN RAPPORT SUR LES GANGS, AVEC UNE LISTE DES NOMS DE TOUS LES ACTEURS IMPLIQUÉS. "QUOI QU'IL EN COÛTE", A-T-IL INSISTÉ »

RICARDO SEITENFUS
ancien représentant
de l'Organisation des Etats
américains en Haïti

LES DATES

2016

7 février Départ du président et ex-chanteur Michel Martelly, élu en 2011

20 novembre Election de Jovenel Moïse, un mois et demi après l'ouragan Matthew

2019

15 décembre Des milliers de personnes manifestent contre l'inflation et demandent la démission du président

2021

11 avril Dix personnes, dont sept religieux catholiques, parmi lesquels deux Français, sont enlevés près de Port-au-Prince

5 juillet Après la démission de Claude Joseph, Ariel Henry est désigné premier ministre. Il prend ses fonctions le 20

7 juillet Jovenel Moïse est tué par balles à son domicile par un commando armé

14 août Un séisme de magnitude 7,2 provoque la mort de plus de 2 000 personnes

14 septembre Le procureur général, Bed-Ford Claude, cite le premier ministre, Ariel Henry, à comparaître. Il est limogé

2022

3 janvier Mario Antonio Palacios Palacios, présenté comme un des suspects-clés dans l'assassinat de Jovenel Moïse, est arrêté au Panama puis extradé aux Etats-Unis

7 janvier L'homme d'affaires Rodolph Jaar, recherché pour son implication présumée dans l'assassinat, est arrêté en République dominicaine

paient pas de taxes. Le peuple, lui, se retrouve seul, dépourvu de tout. Ce temps est révolu », menace-t-il. Avant d'ajouter sur un ton martial : « Nous allons utiliser nos armes contre tous ces secteurs ! »

Le 5 juillet, deux jours avant son assassinat, Jovenel Moïse annonce la nomination d'Ariel Henry en lieu et place du premier ministre Claude Joseph, en poste depuis moins de trois mois. Henry est imposé par Michel Martelly dont il est proche.

La nuit du meurtre, selon l'enquête du RNDDH, le président passe plusieurs appels de détresse au directeur général de la PNH, Léon Charles, au commissaire divisionnaire Jean Laguel Civil, coordonnateur de la sécurité générale du palais national, et au commissaire municipal Dimitri Hérard, responsable de l'Unité de sécurité générale du palais national, mise en place par Michel Martelly. Tous promettent de lui venir en aide. Aucun ne le fera, note le rapport.

Les mercenaires étrangers se sont regroupés en quatre unités de cinq membres. L'unité dénommée Delta, à laquelle appartenait un certain Mario Antonio Palacios Palacios, ex-militaire colombien de 43 ans, a pour mission de pénétrer dans la résidence du président. La première photo du cadavre de Jovenel Moïse a été saisie, indique l'enquête, par un téléphone portable utilisé par un des membres de cette unité.

Immédiatement après l'assassinat, Joseph Felix Badio, l'ancien fonctionnaire ayant travaillé dans une unité de lutte anticorruption, arrive sur les lieux à bord d'un pick-up. Il s'introduit dans la résidence de la victime, emporte des documents et une grosse somme d'argent ainsi que les armes des policiers qui se trouvaient sur place. A partir d'une heure du matin, il passe des coups de fil à plusieurs personnes, selon le RNDDH. Parmi ses interlocuteurs figurent Dimitri Hérard, ex-sénateur et ancien proche du président René Prével, John Joël Joseph, aujourd'hui en cavale, l'inspecteur divisionnaire Jude Laurent et Ariel Henry à deux reprises, à 4h 03 puis 4h 20.

ENTENTES OCCULTES

Le premier ministre affirme avoir oublié la teneur de ces discussions. Selon les relevés téléphoniques, il s'est entretenu au moins douze fois avec Badio, dont près de sept minutes le matin même de l'assassinat. Les commissaires Dimitri Hérard et Jean Laguel Civil ont été arrêtés. Ils attendent l'ordonnance du magistrat instructeur. Mario Antonio Palacios Palacios, a été appréhendé, ce 3 janvier, au Panama puis extradé vers les Etats-Unis où il a été inculpé pour « complot visant à fournir un support matériel ayant entraîné la mort » et « complot visant à tuer ou à enlever des personnes, en dehors des Etats-Unis ». Quatre jours plus tard, un ancien trafiquant de drogue haïtien dénommé Rodolph Jaar a été arrêté en République dominicaine. Il aurait admis avoir financé une partie du complot qui visait, selon lui, à exfiltrer le président et non pas à le tuer.

A Port-au-Prince, les appels à la démission du premier ministre, Ariel Henry, se sont multipliés. Le chef du parquet de la capitale, Bed-Ford Claude, a été limogé le 14 septembre, juste après avoir demandé l'inculpation du chef du gouvernement, qui a dénoncé « une manœuvre de diversion ». Peu ou prou au même moment, les enquêteurs ayant travaillé sur l'affaire ont été convoqués par l'inspection générale de la PNH « avec l'objectif évident de les intimider », souligne Pierre Espérance. Autre fait troublant, l'enquête de police judiciaire a pour l'instant épargné le secteur bancaire. Pourtant, révèle encore le RNDDH, au moins « deux institutions bancaires haïtiennes ont été utilisées pour le transfert et la circulation de montants exorbitants, en provenance des Etats-Unis vers Haïti ». Une information confirmée par le FBI.

Après son coup de force d'octobre, « Barbecue » a fait encore parler de lui. Avec le G9, il a bloqué pendant plusieurs semaines les terminaux pétroliers de la capitale, créant une pénurie d'essence et exigeant, lui aussi, la démission du premier ministre. Et puis plus rien. Les blocus ont été levés d'un coup. L'essence est réapparue sans explication. La conséquence probable d'une de ces ententes occultes dont le pays souffre depuis trop longtemps. ■

NICOLAS BOURCIER